



menaces posées par l'Internet à la sécurité de l'État : les options de politique étrangère canadienne », qui analyse les questions de réglementation de l'Internet, les problèmes de juridiction et la sécurité (Université de Toronto), un projet de livre sur la « cyberdiplomatie » traitant de la politique étrangère à l'ère de l'information (Canadian Foreign Policy Journal), l'appui à une réunion organisée avec des groupes non gouvernementaux en préparation de la conférence Le savoir mondial 97 (ORBICOM, à Montréal, Québec).

- D'avril à septembre 1997 : Le Forum national 1997 (sur l'Asie-Pacifique) doit comprendre des ateliers sur l'élaboration de politiques visant à promouvoir la culture et les valeurs canadiennes en Asie, notamment la liberté des médias et les droits de la personne.
- Avril 1997 : Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a établi un secrétariat de la SIIC. Trois comités ont aussi été créés pour élaborer la SIIC : i) un comité interministériel, ii) un comité directeur constitué de quatre experts du secteur privé, iii) un comité de gestion auquel participeront les membres du comité directeur et des représentants de ministères gouvernementaux importants (MAECI, ACDI, Patrimoine et Industrie). Les travaux sur la Stratégie ont maintenant atteint le stade du rassemblement d'information/de la recherche. Des études de faisabilité ont été demandées pour examiner la possibilité de créer un éventuel Réseau d'information internationale sur le Canada, qui serait un véhicule servant à transmettre un contenu canadien dans le monde entier, par l'intermédiaire de la radio, de la télévision et de l'Internet. En outre, le Ministère étudie un certain nombre d'autres questions connexes : l'utilisation des nouvelles technologies de

l'information pour appuyer les opérations de maintien/consolidation de la paix, le recours à l'Internet et à d'autres technologies pour donner une formation sur les métiers aux journalistes, l'établissement d'un réseau des droits de la personne au Guatemala à l'aide de l'Internet, une courte vidéo pour diffusion générale sur la question des mines terrestres, dans le cadre d'une campagne de défense des intérêts publics. Les résultats des études de faisabilité et de la recherche sur l'élaboration des politiques doivent être communiqués aux ministres, à l'automne 1997.

Droits des enfants

- À partir de janvier 1997 : Le soutien que le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère apporte aux projets de politiques sur les droits des enfants comprend notamment : des tables rondes et autres préparatifs en vue du « Sommet international de la jeunesse sur l'exploitation sexuelle des enfants », qui doit avoir lieu au milieu de 1998, à Victoria, en Colombie-Britannique, et qui rassemblera des jeunes de 19 à 25 ans et des représentants d'ONG et du gouvernement, lesquels contribueront à promouvoir le programme établi lors du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, tenu en août 1996; l'appui apporté à un projet conjoint Marquis/Pueblito Canada intitulé « L'exploitation des enfants : participation de la jeunesse locale à l'élaboration de la politique étrangère »; un programme de recherche, de consultation et de sensibilisation du public, mené en Ontario et au Manitoba, auquel participeront des étudiants, des ONG, des syndicats, des universitaires et d'autres groupes de la société civile et qui